Titre

CRD Versailles, 15 déc. 2020

CONSEIL DE DISCIPLINE DES BARREAUX
DU RESSORT DE LA COUR D'APPEL DE VERSAILLES

Première formation restreinte
Décision prononcée le 15 DECEMBRE 2020

Entre :

Madame la Bâtonnière de l'Ordre des Avocats du Barreau du Val d'Oise
Autorité de poursuite,
Comparante en personne

Et

Maître X , Avocat au Barreau du Val d'Oise,
Comparant

Composition de la première formation restreinte :

Madame le Bâtonnier Sylvie LEROY-NOMBLLOT, Président, (28)
Maître Jacky ATTIAS (95)
Maître Thuy-Lan DAO (95)
Maître Philippe EMIEL (92)
Maître Estelle FOURNIER (92)
Maître Stéphanie GAUTIER (78)
Maître Nicolas GOUTX (78)

PROCÉDURE

Par acte motivé du 12 novembre 2019, Madame la Bâtonnière de l'Ordre des avocats du Barreau du Val d'Oise a saisi le Conseil de Discipline de l'ouverture d'une instance disciplinaire à l'encontre de Maître X , Avocat inscrit au Barreau du Val d'Oise, des chefs suivants :

- Manquements graves et répétés à la probité, à l'honneur, à la délicatesse :

1) Absence de réponse au Bâtonnier :

Maître X , depuis son inscription au Barreau du Val d'Oise le 7 juin 2004, a fait l'objet de 16 plaintes.

La quasi-totalité des plaintes a été classée après que le Bâtonnier en exercice ait dû à maintes reprises solliciter des explications de Maître X et bien souvent après plusieurs relances.

Selon courrier en date du 18 décembre 2018, Monsieur Y a saisi le Bâtonnier car il avait confié à Maître X une procédure de divorce.

Monsieur Y a indiqué que plus d'un an après un rendez-vous et quelques échanges téléphoniques, il n'avait aucune nouvelle, qu'aucune requête n'avait été déposée auprès du Tribunal compétent de MONTPELLIER.

Monsieur Y expliquait s'être déplacé deux fois en décembre 2017 et février 2018 à son cabinet.

Une ordonnance de caducité a été prononcée. En novembre 2018, Monsieur Y a changé d'avocat.

Il indiquait avoir versé 1.000 euros d'honoraires.
Une procédure de taxe a été ouverte le 02 septembre 2019.

C'est ainsi que selon courrier en date du 31 décembre, Maître X était interrogé par le Bâtonnier.

Celui-ci ne faisait part d'aucune observation, il était relancé selon courriers en dates des 7 février, 6 mars et 28 mars 2019.

Aucune réponse n'était apportée.

2) Maître X a fait l'objet de divers avis à tiers détenteurs et de tentatives d'exécutions.

Ainsi, un projet d'assignation en redressement judiciaire a été transmis au Bâtonnier en exercice à l'encontre de la SELARLU X , avocat, compte tenu d'un jugement rendu par le Juge de l'Exécution du Tribunal de Grande instance de PONTOISE en date du 28 janvier 2019 ainsi que d'une procédure d'expulsion.

- Ainsi le 19 décembre 2017, un avis à tiers détenteur pour un montant de 1.197 euros par le Trésor public –DGFIP –
- Le 20 janvier 2017 pour un montant de 1.050 euros
- Le 03 février 2017, pour un montant de 1.050 euros
- Le 30 mars 2017, pour un montant de 783,65 euros
- Le 06 avril 2017 un procès-verbal de saisie attribution pour un montant de 6.175,43 euros
- Le 7 décembre 2017 pour un montant de 1.025 euros
- Le 11 janvier 2018 pour un montant de 4.670,16 euros
- Le 27 mars 2018 pour un montant de 7.877,11 euros
- Le 20 novembre 2018, pour un montant de 9.502,70 euros
- Le 15 mai 2018 pour un montant de 9.303,11 euros
- Le 14 juin 2018 pour un montant de 9.303,11 euros
- Le 12 septembre 2018 pour un montant de 9.280,83 euros
- Le 25 septembre 2018 pour un montant de 8.788,35 euros
- Le 17 octobre 2018 pour un montant de 8.650,40 euros
- Le 18 janvier 2019 pour un montant de 10.702,70 euros
- Le 14 février 2019 pour un montant de 10.627,42 euros
- Le 27 mars 2019 pour un montant de 10.654,31 euros
- Le 11 avril 2019 pour un montant de 12.172,31 euros
- Le 24 juin 2019 pour un montant de 13.584,49 euros

3) Non- règlement des cotisations ordinaires

Maître X est redevable des sommes suivantes :

-pour l'année 2017 Maître X est redevable de 2.030 euros,
-pour l'année 2018, Maître X est redevable de la somme de 3.662 euros,
-pour l'année 2019, Maître X est redevable de la somme de 2.620 euros.

4) Non accomplissement de son obligation de formation continue

Maître X n'a accompli que 5 heures de formation sur l'année 2017 et n'a accompli aucune heure en 2018 et 2019.

5) Expulsion de son domicile professionnel le 06 septembre 2019 en raison du non-paiement des loyers

Madame le Bâtonnier a saisi le Conseil de Discipline de l'ouverture d'une instance disciplinaire à l'encontre de Maître X et indique :« ce défaut de réponse et les diverses carences sont de nature à justifier l'ouverture d'une procédure disciplinaire à l'encontre de Monsieur X s'agissant de manquements graves et répétés, justifiant la possibilité de sanctions dans le cadre des articles 183, 184 et suivants du Décret du 27 novembre 1991 modifié. »

Cet acte a été notifié à Maître X par courrier du 12 novembre 2019 et au Président du Conseil de Discipline du ressort de la Cour d'Appel de Versailles par courrier du 12 novembre 2019 ainsi qu'à Monsieur le Procureur Général près la Cour d'Appel de Versailles par courrier du 27 janvier 2020.

Par délibération en date du 25 novembre 2019, le Conseil de l'Ordre des Avocats du Barreau du Val d'Oise a désigné Maître Sébastien RAYNAL en qualité de rapporteur pour procéder à l'instruction de l'affaire conformément aux dispositions de l'article 188 du Décret du 27 novembre 1991.

Par ordonnance de prorogation de délai, en application de l'article 691 du Décret du 27 novembre 1991, Madame le Président du Conseil de Discipline des Barreaux du ressort de la Cour d'appel de VERSAILLES, a accordé à Maître Sébastien RAYNAL, rapporteur, un délai de deux mois supplémentaires, expirant le 25 mai 2020.

Il est précisé que la Loi d'urgence sanitaire du 23 mars 2020, du fait de la pandémie a entraîné une suspension des délais.

Le rapporteur, Maître Sébastien RAYNAL a, en conséquence, déposé son rapport en date 12 août 2020, celui-ci étant transmis au Président du Conseil de Discipline par courrier RAR du 13 août 2020.

Maître Sébastien RAYNAL avait procédé à l'instruction, et entendu Maître X le 18 février 2020 après convocation par courrier recommandé AR du 07 février 2020.

L'audience a été fixée au mardi 3 novembre 2020 à 13 h 30.

Maître X a été cité à comparaître pour ces date et heure par acte de la SAS TRISTANT -LE PEILLET- DARCQ 92, Huissiers de justice associés à PONTOISE, en date du 07 octobre 2020.

La citation à comparaître n'a pu être délivrée en personne à Maître X , a été déposée sous enveloppe à son adresse et un avis de passage conformément à l'article 656 du nouveau code de procédure civile, a été laissé à l'adresse du signifié.

Aux jour et heure susdits, Madame le Président a déclaré l'audience ouverte.

Maître Stéphanie GAUTIER a été désignée en qualité de secrétaire d'audience.

Maître X est présent.

Madame la Bâtonnière de l'Ordre des Avocats du Barreau du Val d'Oise, autorité de poursuite, est présente.

Sur question de Madame le Président, Maître X et Madame la Bâtonnière de l'Ordre des Avocats du Barreau du Val d'Oise ont confirmé l'absence du risque d'atteinte à l'intimité de la vie privée et les débats se sont déroulés en audience publique.

Madame le Président a rappelé à Maître X le droit au silence.

Après s'être assurée du caractère contradictoire de la procédure, Madame le Président du Conseil a donné lecture du dispositif de la citation délivrée et a été entendue en son rapport.

Les membres de la formation disciplinaire ont posé un certain nombre de questions à Maître X .

La parole a été donnée à l'autorité de poursuite qui a requis la condamnation de Maître X du chef de l'ensemble des faits poursuivis.

Madame la Bâtonnière de l'Ordre des Avocats du Barreau du Val d'Oise a demandé de voir prononcer une sanction.

La parole a été donnée à Maître X , pour sa défense.

Madame le Président indique que la décision est mise en délibéré au 15 décembre 2020 à 13h30, date à laquelle la présente décision sera prononcée et mise à disposition au secrétariat du Conseil.

Les notes d'audience ont été signées par Madame le Président et Madame le Secrétaire d'audience et versées au dossier.

FAITS INCRIMINÉS

Il est reproché à Maître X , d'avoir commis des manquements graves et répétés aux principes essentiels de la profession et plus particulièrement aux principes visés à l'article 3 alinéa 2 de la Loi du 31 décembre 1971, à l'article 3 du Décret du 12 juillet 2005 et à l'article 1.3 du Règlement Intérieur.

Il convient de rappeler que Maître X a exercé en nom personnel et a fait l'objet d'une procédure de redressement judiciaire prononcée le 18 novembre 2014 par le Tribunal de Grande instance de PONTOISE, et le 14 avril 2015 la liquidation judiciaire a été prononcée.

Le Tribunal a désigné Maître Florence VERMANT en qualité d'administrateur à compter du 15 avril 2015 jusqu'au 29 mai 2017.

Le 17 mai 2017, le Tribunal de Grande instance de PONTOISE a prononcé la clôture pour insuffisance d'actifs.

Maître X , a pu poursuivre son exercice professionnel, en constituant une SELARLU, la SELARLU X Avocat, immatriculée le 02 juin 2015 au RCS de PONTOISE sous le numéro 811 742 394 000 18.

Par délibération du Conseil de l'Ordre en date du 15 octobre 2019, il a été procédé à l'omission du Barreau du Val d'Oise de Maître X .

A la suite, Madame la Bâtonnière du Barreau du Val d'Oise a pris la décision de poursuivre Maître X et de saisir le Conseil de Discipline pour les différents manquements déontologiques sus-énoncés.

En l'espèce, il est reproché à Maître X les faits suivants

1) Non réponse au Bâtonnier :

16 dossiers de plainte ont été transmis au Bâtonnier à l'encontre de Maître Eric depuis sa prestation de serment en juin 2004.

La quasi-totalité des plaintes ont été classées après que le Bâtonnier en exercice ait dû à maintes reprises solliciter des explications de Maître X et bien souvent après plusieurs relances.

Par courrier en date du 18 décembre 2018, Monsieur Y , a, saisi d'une plainte le Bâtonnier concernant une procédure de divorce qu'il avait confié à Maître X .

Monsieur Y reprochait à Maître X , plus d'un an après un rendez-vous et échanges téléphoniques, de rester sans nouvelle et qu'aucune requête n'avait été déposée auprès du Tribunal compétent à savoir MONTPELLIER.

Il précisait avoir versé 1.000 euros d'honoraires à Maître X .

En novembre 2018, Monsieur Y a décidé de changer d'avocat.

Suite à cette plainte, Madame la Bâtonnière a interrogé Maître X par courrier en date du 31 décembre 2018 et lui a adressé des relances les 7 février, 6 mars et 28 mars 2019, qui sont également restées sans réponse.

Une procédure de taxe a été ouverte le 02 septembre 2019 et Maître X a adressé un courrier à Madame la Bâtonnière le 17 octobre 2019.

Maître X exposait avoir eu des difficultés avec le précédent confrère chargé des intérêts de Monsieur Y pour obtenir la transmission du dossier.

Maître X a reconnu cependant qu'il avait convenu avec Monsieur Y de saisir le Tribunal de MONTPELLIER d'une requête en divorce, que les pièces nécessaires lui ont été transmises par Monsieur Y mais qu'il a tardé à déposer la requête.

Dans sa correspondance du 7 octobre 2019, Maître X proposait de restituer la moitié des honoraires perçus soit une somme de 500 euros.

Ainsi et en dépit de plusieurs relances, force est de constater que Maître X a répondu au Bâtonnier après un délai de 9 mois et demi.

Il est reproché à Maître X un manquement déontologique au principe de courtoisie, délicatesse et confraternité.

2) Nombreux avis à tiers détenteurs et tentative d'exécution :

Par jugement en date du 28 janvier 2019, le Juge de l'Exécution du Tribunal de Grande Instance de PONTOISE a condamné la SELARLU X à payer à Madame CC la somme de 7.201,01 euros ainsi que 1.000 euros sur le fondement de l'article 700 du Code de procédure civile.

Un commandement de payer aux fins de saisie vente a été signifié à la SELARLU X Avocat le 12 mars 2019.

Le 02 mai 2019, un procès-verbal de saisie attribution a été signifié à la CARPA.

Le 16 juin 2019, un projet d'assignation en redressement judiciaire a été transmis au Bâtonnier à l'encontre de la SELARLU X compte tenu du jugement du TGI de PONTOISE en date du 28 janvier 2019 ainsi que d'une procédure d'expulsion.

Par jugement en date du 19 novembre 2019, le TGI de PONTOISE a constaté la cessation des paiements de la SELARLU X Avocat, et a déclaré ouverte une procédure de redressement judiciaire.

Par jugement en date du 19 décembre 2019, la liquidation judiciaire de la SELARLU X Avocat a été prononcée.

Le jugement relève l'inertie voire l'obstruction de Maître X qui n'a produit aucun document et n'a comparu à aucune des convocations qui lui a été transmise.

En outre, la CARPA a été destinataire entre le 19 décembre 2016 et le 24 juin 2019 de 18 ATD et le 6 avril 2017 d'une saisie attribution.

Maître X a expliqué avoir eu des difficultés structurelles de trésorerie et n'avoir pu honorer toutes ses dettes.

Il est reproché à Maître X un manquement déontologique aux obligations d'honneur et de délicatesse.

3) Sur le non-règlement des cotisations ordinales :

Maître X est redevable des cotisations ordinales :

-Pour l'année 2017 : 2.030 euros

-Pour l'année 2018 : 3.662 euros

-Pour l'année 2019 : 2.262 euros

Il est reproché à Maître X pour le non-paiement des cotisations ordinales, un manquement déontologique aux obligations d'honneur et de délicatesse.

4) Sur le non accomplissement de son obligation de formation continue :

Sur l'année 2017, Maître X n'a accompli que 5 heures de formation continue, puis n'a accompli aucune heure de formation continue sur les années 2018 et 2019.

Maître X explique s'être inscrit à des formations auxquelles il n'a pu participer pour des raisons professionnelles ou personnelles.

Il est également reproché à Maître X un manquement déontologique sur son non-respect de l'obligation de formation.

5) Expulsion du domicile professionnel le 06 septembre 2019 en raison du non-paiement des loyers :

Par jugement du Tribunal de Grande Instance de BEAUVAIS en date du 14 mars 2019, la résiliation du bail professionnel de la SELARLU X Avocat a été prononcée et son expulsion a été ordonnée en raison d'impayés locatifs à hauteur de 13.979,11 euros.

L'expulsion est intervenue le 06 septembre 2019.

Maître X a confirmé ne pas avoir été en mesure de régler ses loyers puis les chefs du jugement du Tribunal eu égard à ses difficultés de trésorerie.

Il est reproché à Maître X un manquement déontologique aux obligations d'honneur et de délicatesse.

Il résulte que pour l'ensemble des faits et manquements invoqués, Maître X a fait l'objet de poursuites disciplinaires.

Il lui est reproché des fautes et manquements graves commis avec un caractère répétitif : manquements au principe essentiel d'honneur, de délicatesse, de dignité, de diligence de la profession d'avocat au sens des articles 3 alinéa 2 de la Loi du 31 décembre 1971, de l'article 3 du 12 juillet 2005, 1.3 du règlement intérieur.

DISCUSSION

Par délibération du Conseil de l'Ordre des Avocats du Barreau du Val d'Oise du 7 juin 2004, Maître X a été inscrit sur la liste du stage à compter de sa prestation de serment le 7 juin 2004.

Maître X a fait l'objet d'une procédure collective qui a abouti à la liquidation judiciaire prononcée le 14 avril 2015.

Il a ensuite poursuivi son activité en constituant une SELARLU.

Par courrier en date du 18 décembre 2018, Monsieur Y a saisi le Bâtonnier et reproche à Monsieur X l'absence de diligence dans le suivi de son dossier.

Madame la Bâtonnière a interrogé Maître X par courrier en date du 31 décembre 2018, et lui a adressé trois relances entre février et mars 2019.

Maître X a finalement répondu à Madame la Bâtonnière suite à une procédure de taxe ouverte le 02 septembre 2019 soit 09 mois et demi plus tard après le premier courrier de Madame la Bâtonnière.

Monsieur X a reconnu son manque de diligence dans le procès Y et avoir mis du temps à répondre à Madame la Bâtonnière.

Concernant le non-paiement de ses dettes et les ATD, procédures judiciaires, saisie, expulsion, Maître X a reconnu et a déclaré avoir rencontré des difficultés de trésorerie et n'avoir pu faire face aux paiements de ses charges.

Il reconnaît avoir eu une incapacité à faire face aux paiements de ses dettes et charges, avoir en conséquence fait l'objet d'un certain nombre d'ATD depuis 2016, que le non-paiement de ses engagements a entraîné un jugement de condamnation rendu à son encontre par le Tribunal de Pontoise, suivi de mesures d'exécution, commandement de payer aux fins de saisie vente le 12 mars 2019 puis d'un procès-verbal de saisie attribution signifié à la CARPA le 02 mai 2019.

Monsieur X a confirmé ne pas avoir été en mesure de régler les loyers qu'il devait à hauteur d'une somme de 13.979,11 euros entraînant le jugement du Tribunal de Grande Instance de BEAUVAIS en date du 14 mars 2019 prononçant la résiliation du bail professionnel suivie de son expulsion le 6 septembre 2019.

Cette situation financière catastrophique a entraîné le jugement de liquidation judiciaire prononcée le 19 décembre 2019 par le Tribunal de Grande Instance de PONTOISE à l'encontre de la SELARL X Avocat.

Ce jugement relève l'inertie voire l'obstruction de Maître X qui n'a produit aucun document et n'a pas comparu aux convocations qui lui ont été adressées.

Maître X a reconnu ne pas avoir honoré le paiement des cotisations ordinaires à compter de l'année 2017 du fait de ses difficultés de trésorerie.

Concernant le non-accomplissement de son obligation de formation continue, Monsieur X déclare qu'il s'était inscrit à des formations mais n'a pu s'y rendre pour des raisons professionnelles ou personnelles et reconnaît ne pas avoir respecté son obligation professionnelle de formation.

Le Conseil de l'ordre du Barreau du Val d'Oise, par délibération du 15 octobre 2019, a prononcé l'omission du Barreau du Val d'Oise de Monsieur X pour les motifs suivants :

-n'a pas acquitté dans les délais prescrits sa contribution aux charges de l'Ordre (cotisations RCP, ordinaires et CNB),

-ne dispose plus de domicile professionnel sur le Barreau du Val d'Oise,

-n'a pas respecté ses obligations en matière de formation continue,

-reconnait les fautes et manquements qui lui sont reprochés mais expose

qu'il souhaite reprendre la profession d'avocat mais n'apporte au Conseil aucun élément et pièces à l'appui de son projet.

A l'audience, Madame la Bâtonnière de l'Ordre des Avocats du Barreau du Val d'Oise a été entendue en qualité d'autorité de poursuite.

Maître X a reconnu les faits reprochés et a exposé ses moyens en défense. Il a indiqué avoir eu des difficultés à assurer la gestion de son cabinet et avoir rencontré des difficultés familiales.

Maître X a eu la parole en dernier.

SUR CE, LE CONSEIL,

Après avoir rappelé :

Qu'au regard de l'article 3 de la Loi du 31 décembre 1971,

L'article 3 du Décret du 12 juillet 2005,

Les articles 1.3 et 1.4 du Règlement Intérieur National de la profession d'Avocat, des principes essentiels de la profession et plus particulièrement aux principes essentiels de dignité, d'honneur, et de diligence,

Constate :

Qu'il ressort du dossier d'instruction et des débats à l'audience que Maître X a commis des manquements et fautes disciplinaires.

Qu'il ressort des éléments du dossier que les faits reprochés à Maître X constituent des fautes et manquements graves commis avec un caractère répétitif caractérisant des manquements aux principes essentiels d'honneur, de dignité, de diligence de la profession d'avocat au sens des articles 3 alinéa 2 de la Loi du 31 décembre 1971, de l'article 3 du 12 juillet 2005, 1.3 du règlement intérieur.

Qu'il apparaît que Maître X a persisté dans une attitude contraire aux principes essentiels de la profession d'avocat.

Qu'il a commis un manquement déontologique en s'abstenant de répondre à Madame la Bâtonnière, la mettant dans l'incapacité de répondre au justiciable et portant ainsi atteinte à l'image de la profession.

Qu'il a commis des manquements et fautes graves et répétés caractérisés par sa mauvaise gestion, son incapacité à honorer ses dettes et ses engagements générant des procédures collectives, l'expulsion de son domicile professionnel et son omission.

Que ses manquements et fautes ont perduré dans la durée et portent atteinte aux principes essentiels de la profession.

Qu'il n'a pas respecté son obligation de formation.

Il apparaît que les fautes et manquements répétés de Maître X constituent un non-respect du serment professionnel et plus particulièrement aux principes essentiels de dignité, d'honneur et de conscience.

Les faits reprochés à l'encontre de Maître X sont établis et caractérisent des infractions aux dispositions des articles 3 de la loi du 31 décembre 1971, de l'article 3 du décret du 12 juillet 2005, aux dispositions de l'article 1.3 du Règlement Intérieur National de la profession d'avocat.

En conséquence :

Au regard de ce qui précède tenant compte de la singularité de la situation de Maître X , le Conseil de discipline prononce une interdiction temporaire d'un an assorti d'un sursis de 6 mois, en application de l'article 184 du Décret du 27 novembre 1991.

PAR CES MOTIFS

Statuant en audience publique, par décision réputée contradictoire et en premier ressort,

Vu la citation à comparaître délivrée le 07 octobre 2020,
Vu les dispositions de l'article 3 de la Loi du 31 décembre 1971,
Vu les dispositions de l'article 3 du Décret du 12 juillet 2005,
Vu l'article 1.3 du Règlement Intérieur National de la profession d'avocat,
Vu les articles 183 et 184 du Décret du 27 novembre 1991,

DIT que Maître X a contrevenu aux lois et règlements et enfreint les règles professionnelles au regard des faits reprochés.

EN CONSÉQUENCE,

PRONONCE à l'encontre de Maître X une interdiction temporaire d'un an assorti d'un sursis de 6 mois, en application de l'article 184 du Décret du 27 novembre 1991.

DIT que la présente décision sera notifiée à Maître X , à Madame la Bâtonnière de l'Ordre des Avocats au Barreau du Val d'Oise et à Monsieur le Procureur Général près la Cour d'Appel de Versailles, dans les huit jours de son prononcé.

Rappelle qu'en application de l'article 197 du décret du 26 mai 2005, l'avocat visé par la décision rendue, le Procureur Général, et le Bâtonnier peuvent former un recours à l'encontre de la décision.

« Article 16 : le recours devant la Cour d'appel est formé par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au secrétariat greffe de la Cour d'Appel ou remis contre récépissé au greffier en chef. Il est instruit et jugé selon les règles applicables en matière contentieuse à la procédure sans représentation obligatoire »

Le délai de recours est d'UN MOIS. En matière disciplinaire le délai de recours incident est de 15 jours à compter de la notification du recours principal.

Décision signée par Madame le Bâtonnier Sylvie LEROY-NOMBLLOT, Président de la première formation restreinte et par Maître Stéphanie GAUTIER, Secrétaire d'audience.

Sylvie LEROY-NOMBLLOT
Ancien Bâtonnier
Président de l'audience

Maître Stéphanie GAUTIER
Secrétaire d'audience